

Titre III : impacts sur les milieux aquatiques et la sécurité publique								
Défis SDAGE	obstacle à l'écoulement des crues/remblais (dont lit majeur) 3.1.1.0, 3.2.2.0 et 3.2.6.0	continuité 3.1.1.0 et 3.2.5.0	habitats/morphologie (dont lit majeur) 3.1.2.0, 3.1.3.0, 3.1.4.0 et 3.1.5.0, 3.2.2.0	Entretien 3.2.1.0	plans d'eau 3.2.3.0 et 3.2.4.0	zones humides 3.3.1.0	drainage 3.3.2.0	page SDAGE
Défi n°2 : diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques						<b>Disposition 16 : Limiter l'impact du drainage par des aménagements spécifiques</b> Pour limiter les transferts de polluants par le drainage des terres agricoles, il est préconisé que les rejets de drain en nappe ou directement aux cours d'eau soient interdits pour tous nouveaux dispositifs de drainage et pour toute rénovation de drains existants. Il est par ailleurs recommandé que l'installation des nouveaux dispositifs soit interdite à moins de 50 mètres des cours d'eau et que les zones humides existantes ne puissent être drainées. L'aménagement des dispositifs tampons (prairie inondable, mare végétalisée, enherbement des fossés, ...) est encouragé à l'exutoire des réseaux [...] Ces prescriptions ont vocation à être intégrées dans les arrêtés préfectoraux pour tous nouveaux travaux soumis à déclaration. Pour les réseaux de drainage déjà existants dont les eaux de drainage participent à l'altération des milieux récepteurs, l'autorité administrative peut arrêter <i>a posteriori</i> des prescriptions particulières pour l'aménagement des exutoires ou pour réduire les pressions sur la zone drainée afin de rétablir le bon état des eaux		55
Défi n°6 : protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides			<b>Introduction de l'orientation 15 :</b> La préservation des profils et formes naturels des cours d'eau doit être recherchée de façon à ce qu'ils assurent le bon fonctionnement de l'hydrosystème. Sur les rivières, les estuaires et les zones côtières dégradés du point de vue de l'hydromorphologie, il est indispensable d'entreprendre des actions de restauration, voire de renaturation, dans le cadre d'une approche globale et programmée, à une échelle hydromorphologique cohérente. Les très petits cours d'eau (rangs 1 et 2) sont notamment concernés par l'ensemble des dispositions suivantes					73
	<b>Disposition 46 : Limiter l'impact des travaux et aménagements sur les milieux aquatiques continentaux et les zones humides</b> Afin d'assurer l'atteinte du bon état écologique, tout projet soumis à autorisation ou à déclaration prend en compte ses impacts sur la fonctionnalité des milieux aquatiques et humides et / ou sur le lit mineur, les berges et le fuseau de mobilité, pendant et après travaux. L'étude que remet le pétitionnaire est réalisée à une échelle hydrographique cohérente avec l'importance des impacts prévisibles, notamment en termes d'impact cumulés. Ainsi, l'ensemble des incidences du projet doivent être appréhendées, y compris lorsqu'il est réalisé en plusieurs phases, de même que ses effets cumulés avec les réalisations existantes et en projet. Cette étude peut comprendre une délimitation précise des zones humides (échelle cadastrale) selon les critères définis dans l'article R.211-108 et un diagnostic complet du cours d'eau (lit mineur, berges, ripisylve, annexes hydrauliques et zones humides) dans la zone impactée par le projet. L'autorité administrative qui délivre les autorisations ou réceptionne les déclarations : - prend en compte cette analyse ; - identifie, si nécessaire, des prescriptions complémentaires pour la mise en œuvre de mesures compensatoires ; - veille à s'opposer au projet dès lors que les effets cumulés négatifs, pouvant être produits, malgré les mesures compensatoires, ne respectent pas une gestion équilibrée de la ressource en eau et la préservation des milieux aquatiques.							74
				<b>Disposition 48 : Entretenir les milieux de façon à favoriser les habitats et la biodiversité</b> L'entretien des cours d'eau et du littoral a pour objectif d'assurer une gestion écologique des différentes composantes des berges, du lit mineur et de l'estran, il participe au maintien ou au développement de la diversité des milieux. [...] Il s'agit, en particulier, de privilégier les techniques douces. En effet les opérations d'entretien ne doivent pas conduire à une rupture des interconnexions entre habitats, ni une altération des habitats sensibles (ex : laisse de mer).				74
			<b>Disposition 49 Restaurer, renaturer et aménager les milieux dégradés ou artificiels</b> Dans le cadre du plan de gestion pluriannuel [...] il est recommandé que le maître d'ouvrage établisse et mette en œuvre une phase de restauration des cours d'eau Il est souhaitable que la restauration soit : - conduite à une échelle hydrographique cohérente ; - s'appuie sur un diagnostic de l'état initial des milieux - poursuive un objectif de renaturation du milieu afin qu'il retrouve un maximum de potentialités et atteigne le bon état écologique [...]					75
			<b>Disposition 53 Préserver et restaurer les espaces de mobilité des cours d'eau et du littoral</b> Les espaces de mobilité sont à préserver ou à restaurer par : – la recherche d'une exploitation des terres riveraines compatible avec la préservation des espaces de mobilité ; [...]					75
			<b>Disposition 54 : Maintenir et développer la fonctionnalité des milieux aquatiques particulièrement dans les zones de frayères</b> Il convient de maintenir, de restaurer et d'entretenir de manière ciblée la diversité physique et la dynamique des milieux au niveau des zones de reproduction, d'alimentation et de Croissance. [...] Cette disposition concerne de nombreuses espèces, entre autres, les grands salmonidés et les secteurs à aloses sur l'aval des fleuves et affluents de la Seine [...] les espèces marines exploitant les milieux estuariens et côtiers à des fins de nurserie et de nourricerie. [...]					76
		<b>Disposition 55 Limiter le colmatage du lit des cours d'eau dans les zones de frayères à migrateurs</b> Pour protéger, notamment, les zones réputées être des frayères à migrateurs, il est souhaitable de limiter le colmatage du lit et de maîtriser l'apport des matières en suspension et des micro-polluants. Il s'agit de mettre en place et d'entretenir des bandes enherbées, ou des ripisylves [...]						76
			<b>Disposition 59 : Identifier et protéger les forêts alluviales</b> Compte tenu de l'exceptionnel intérêt de ces systèmes, il est demandé que tous les secteurs résiduels de forêts alluviales du bassin en relation directe avec l'eau, soient identifiés et bornés en vue de leur protection, si nécessaire par classement en forêt de protection (L.411-1 du code forestier). Il est recommandé de restaurer les forêts alluviales quand elles sont dégradées ou qu'elles ont disparu – par exemple dans le cadre [...] de la mise en œuvre des mesures compensatoires évoquées dans la disposition 46.					77

Défis SDAGE	obstacle à l'écoulement des crues/remblais (dont lit majeur) 3.1.1.0, 3.2.2.0 et 3.2.6.0	continuité 3.1.1.0 et 3.2.5.0	habitats/morphologie (dont lit majeur) 3.1.2.0, 3.1.3.0, 3.1.4.0 et 3.1.5.0, 3.2.2.0	Entretien 3.2.1.0	plans d'eau 3.2.3.0 et 3.2.4.0	zones humides 3.3.1.0	drainage 3.3.2.0	page SDAGE
Défi n°6 : protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides		<b>Disposition 60 : Décloisonner les cours d'eau pour améliorer la continuité écologique</b> Il s'agit de limiter les effets induits du cloisonnement des milieux aquatiques par des ouvrages transversaux ou latéraux. L'autorité administrative s'assure, [...] de la mise en œuvre par les maîtres d'ouvrages de la solution optimale selon les cas : I. Pour les ouvrages n'ayant plus de fonction définie, en mauvais état, ou posant des problèmes d'entretien et de gestion [...] L'effet résiduel cumulé des obstacles [...] conduit à privilégier des solutions d'effacement ou d'arasement [...] II. Pour les ouvrages fonctionnels : [...] on privilégiera [...] l'aménagement des ouvrages par des dispositifs de franchissement adaptés pour la montaison et la dévalaison ([...]). Lorsque la continuité écologique est partiellement restaurée par un dispositif de franchissement, sa surveillance et son entretien par le maître d'ouvrage sont obligatoires et ils doivent faire l'objet de prescriptions précises dans les arrêtés d'autorisation ou les décrets de concession et si nécessaire de prescriptions complémentaires aux déclarations. [...] Toute intervention d'ampleur sur un ouvrage transversal aménagé dans le lit des cours d'eau [...] fait l'objet d'un examen portant sur l'opportunité du maintien de l'ouvrage [...]						78
		<b>Disposition 61 : Dimensionner les dispositifs de franchissement des ouvrages en évaluant les conditions de libre circulation et leurs effets</b> Pour déterminer les dispositifs de franchissement à mettre en place pour chaque ouvrage, l'autorité administrative veille, [...] à ce que soient pris en compte la pertinence et l'efficacité du dispositif lors de l'examen par le maître d'ouvrage: - de l'impact cumulé de l'ensemble des ouvrages à l'échelle de la masse d'eau. La performance des dispositifs de franchissement doit croître avec le nombre d'ouvrages ; - des alternatives possibles (piégeages puis transports par exemple) qui permettrait d'atteindre des résultats comparables à moindre coût.						79
		<b>Disposition 62 : supprimer ou aménager les buses estuariennes des cours d'eau côtiers pour améliorer la continuité écologique</b> Il convient de supprimer ou d'améliorer la transparence des buses estuariennes des cours d'eau côtiers qui le nécessitent [...]						79
		<b>Disposition 63 : Aménager les prises d'eau des turbines (ou les turbines hydroélectriques) pour assurer la dévalaison et limiter les dommages sur les espèces migratrices</b> Pour les aménagements équipés de turbines hydroélectriques situés sur les axes migrateurs d'intérêt majeur et dans la zone d'actions prioritaires du plan de gestion anguille (voir Carte 8ter), un dispositif adapté doit permettre d'assurer la dévalaison et de limiter les dommages sur les espèces migratrices [...]. Il est fortement recommandé que l'autorité administrative s'assure : - de la mise en œuvre par le maître d'ouvrage de solutions adaptées aux situations locales qui permette d'éviter les mortalités dans les turbines pour ces espèces ; - de la mise en œuvre d'une gestion adaptée en particulier par l'arrêt du turbinage en période de dévalaison., voir de l'installation, sur les ouvrages existants d'un plan de grilles fines associé à un ou plusieurs exutoires ou de toute autre solution aussi performante techniquement ; - que les ouvrages nouveaux soient équipés de prises d'eau ou de turbines ichtyocompatibles conciliant les aspects production électrique et dévalaison des migrateurs ou de toute autre solution aussi performante techniquement.					79	
			<b>Disposition 65 : Favoriser la diversité des habitats par des connexions transversales</b> Il convient de rétablir ou de maintenir la connectivité latérale des corridors écologiques au sens large et des habitats estuariens et côtiers par la protection ou la réhabilitation des annexes hydrauliques qui constituent des zones de reproduction, de refuge et de nourrissage pour de nombreuses espèces. L'objectif est d'élargir les habitats potentiels et en particulier ceux de l'anguille et du brochet. Dans cette optique, le maintien des prairies permanentes en bordure de cours d'eau est à privilégier L'objectif est également d'assurer le bon déroulement des cycles écologiques des espèces amphihalines, estuariennes et marines.					81
		<b>Disposition 67 : Adapter les ouvrages qui constituent un obstacle à la continuité écologique sur les axes migrateurs d'intérêt majeur</b> Sur les axes migrateurs d'intérêt majeur, et dans la zone d'actions prioritaires du plan de gestion anguille, il y a lieu de ne pas construire de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique. Il est recommandé que l'autorité administrative : - refuse le renouvellement des concessions pour lesquelles les conditions de migration ne sont pas satisfaites et qui ne seraient pas mise en conformité à l'occasion du renouvellement. Les mesures permettant d'assurer les conditions de migration sont définies avec le propriétaire ou à défaut l'exploitant. - remette en cause des autorisations d'exploitation non utilisées pendant une durée supérieure à deux ans.						81
	<b>Introduction O17 :</b> Dans le cadre des politiques de lutte contre l'émission des gaz à effet de serre la mise en œuvre de solutions plus sobres, que ce soit pour la production d'énergie ou les modes de transport, peut parfois compromettre la réalisation des objectifs du SDAGE. Aussi pour les masses d'eau concernées, des solutions qui concilient l'amélioration de l'état écologique et les engagements internationaux sur les émissions des gaz à effet de serre sont recherchées. Leur mise en œuvre s'appuie sur un bilan environnemental global.							83

Défis SDAGE	obstacle à l'écoulement des crues/remblais (dont lit majeur) 3.1.1.0, 3.2.2.0 et 3.2.6.0	continuité 3.1.1.0 et 3.2.5.0	habitats/morphologie (dont lit majeur) 3.1.2.0, 3.1.3.0, 3.1.4.0 et 3.1.5.0, 3.2.2.0	Entretien 3.2.1.0	plans d'eau 3.2.3.0 et 3.2.4.0	zones humides 3.3.1.0	drainage 3.3.2.0	page SDAGE
Défi n°6 : protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides		<b>Disposition 69 : Concilier le transport par voie d'eau, la production hydroélectrique et le bon état</b> Le développement du transport fluvial et fluviomaritime et de l'énergie hydroélectrique doit être compatible avec les objectifs environnementaux fixés par le SDAGE, et notamment : - l'objectif général de non dégradation ; - les objectifs spécifiques assignés aux masses d'eau définis à l'annexe 4 ; - l'objectif de préservation de la fonctionnalité des milieux aquatiques et des populations piscicoles qu'ils abritent ; - l'objectif de continuité écologique des milieux aquatiques. A ces fins, les travaux d'aménagement et les infrastructures nécessaires au développement de ces usages (qui passe en premier lieu par un examen des installations existantes) doivent limiter leurs impacts sur les habitats aquatiques ainsi que l'équilibre hydromorphologique des cours d'eau, notamment ne pas engendrer de phénomène d'érosion indirecte. La réalisation, la gestion et l'entretien des ouvrages existants et à venir doivent être compatibles avec l'O16 du SDAGE. En particulier, lorsque la mise en place d'une passe à poissons fonctionnelle s'avère nécessaire, notamment du fait de la réglementation existante, sa réalisation accompagne la construction de l'ouvrage. Concernant le transport par voie d'eau, l'évolution de la flotte ainsi que les consignes de navigation doivent permettre de limiter au mieux le batillage						83
		<b>Disposition 74 : assurer la libre circulation des migrateurs amphihalins entre les milieux marins et aquatiques continentaux</b> Les migrations étant un impératif vital pour les poissons amphihalins, il convient d'assurer la libre circulation entre les zones de reproduction et celles de grossissement [...]						85
						<b>Introduction O19</b> : En plus de leur intérêt en termes de biodiversité, les zones humides rendent de nombreux services environnementaux. Leur régression au cours des dernières décennies est telle qu'il convient d'agir efficacement et rapidement pour éviter de nouvelles pertes de surface et pour reconquérir des surfaces perdues		86
						<b>Disposition 78 : Modalité d'examen des projets soumis à déclaration ou à autorisation en zones humides</b> Dans les ZHIEP et les ZHSGE, il est recommandé que l'autorité administrative s'oppose aux déclarations et refuse les autorisations [...] Dans le cadre de l'examen des projets [...] il peut -être demandé au pétitionnaire : - de délimiter précisément la zone humide dégradée - d'estimer la perte générée en termes de biodiversité [...] et de fonctions hydrauliques [...] ) Les mesures compensatoires (cf. D46) doivent obtenir un gain équivalent sur ces aspects, en priorité dans le bassin versant impacté et en dernier ressort à une échelle plus large. A cet effet, elles prévoient l'amélioration et la pérennisation de zones humides encore fonctionnelles [...] ou la création d'une zone humide équivalente sur le plan fonctionnel et de la biodiversité, d'une surface au moins égale à la surface dégradée et en priorité sur la même masse d'eau. A défaut, les mesures compensatoires prévoient la création d'une zone humide à hauteur de 150% de la surface perdue. [...], l'arrêté préfectoral définit précisément les mesures compensatoires et indique les échéances pour leur réalisation en fin et pendant l'exploitation. Les projets entraînant un impact limité et maîtrisé sur une zone humide [...] Dans les sites Natura 2000 [...]		86
						<b>Disposition 84 Préserver la fonctionnalité des zones humides</b> Les zones humides qui ne font pas l'objet d'une protection réglementaire mais dont la fonctionnalité est reconnue par une étude doivent être préservées. A ce titre, il est recommandé que les acteurs locaux se concertent [...]		87
	<b>Disposition 90 : Eviter la propagation des espèces exotiques par les activités humaines</b> Lorsque le milieu est colonisé par des espèces exotiques, les projets de travaux en milieux aquatiques et humides, soumis à autorisation ou déclaration, ont vocation à comporter des mesures concrètes de précaution lors de la phase de travaux et à son issue (exemples : nettoyage des engins sur le chantier avant le déplacement sur d'autres chantiers ; mise en dépôt – remblais des matériaux extraits de zones infestées sur des surfaces artificielles non connectées à des espaces naturels pour éviter toute propagation)							90
						<b>Disposition 104 : Limitation spécifique de création de plans d'eau</b> <i>[n.b ne s'applique pas aux ré-aménagements de carrières ni dispositifs d'épuration extensifs]</i> [...] il est recommandé d'interdire la mise en place de nouveaux plans d'eau dans les cas suivants : - les ZNIEFF de type 1 ou concernées par un arrêté de protection de biotope ; - dans les sites Natura 2000 où les résultats de l'évaluation d'incidence ont montré que le plan d'eau affecterait de façon notable le site, au regard des objectifs de protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques et humides. Il est demandé à l'autorité administrative de soumettre systématiquement à une évaluation d'incidence tout projet de création de plan d'eau dans une Zone Spéciale de Conservation (ZSC) ; - sur les bassins versants à contexte salmonicole identifiés par les PDPG sur les rivières à poissons migrateurs ou dans les (SDVP) ; - dans les zones humides remarquables (ZHIEP, ZHSGE) ; - sur les têtes de bassin (rang 1 et 2).		95

Défis SDAGE	obstacle à l'écoulement des crues/remblais (dont lit majeur) 3.1.1.0, 3.2.2.0 et 3.2.6.0	continuité 3.1.1.0 et 3.2.5.0	habitats/morphologie (dont lit majeur) 3.1.2.0, 3.1.3.0, 3.1.4.0 et 3.1.5.0, 3.2.2.0	Entretien 3.2.1.0	plans d'eau 3.2.3.0 et 3.2.4.0	zones humides 3.3.1.0	drainage 3.3.2.0	page SDAGE
Défi n°6 : protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides					<b>Disposition 105 : Autoriser sous réserves la création de plans d'eau</b> <i>[n.b ne s'applique pas aux ré-aménagements de carrières ni dispositifs d'épuration extensifs]</i> L'usage prioritaire pour la création d'un nouveau plan d'eau doit être l'usage AEP. En cas de création d'un plan d'eau en dehors des interdictions suggérées dans la disposition précédente, l'étude (ou la notice) d'impact s'emploie dans le respect des règles relatives à l'évaluation environnementale, à : - démontrer les intérêts économiques et sociaux ; - définir des périodes de vidange qui doivent être fréquentes et lentes ; - prévoir des zones naturelles dans le cadre de l'aménagement ; - prendre en compte sa surface, son usage, son mode d'alimentation et de restitution de l'eau, sa localisation par rapport au cours d'eau et son équipement potentiel (en dérivation du cours d'eau principal) ; - estimer le volume d'eau perdu par évaporation et infiltration, notamment en période d'étiage, et l'augmentation de la température de l'eau restituée au cours d'eau ; - évaluer les risques d'eutrophisation ; - proposer des mesures correctives ; - prévoir un plan de gestion permettant l'équilibre entre les usages et le fonctionnement des milieux naturels. [...] Pour les opérations non soumises à étude d'impact, le document d'incidence au titre des articles R214-6 et R214-32 du code de l'environnement comprend les éléments ci-dessus lorsqu'ils sont pertinents, notamment pour justifier de la compatibilité du projet avec les objectifs du SDAGE [...] L'autorité administrative s'assure que l'impact cumulé de l'ensemble des plans d'eau du bassin versant est intégré dans ces études.			95
					<b>Disposition 108 : le devenir des plans d'eau hors d'usage</b> Dans le cas où un plan d'eau n'aurait plus d'usage, la simple ouverture du plan d'eau, son ré-aménagement en zone humide [...], voire son comblement peut être préconisé dans un objectif d'amélioration environnementale.			96
Défi n°8 : limiter et prévenir le risque d'inondation	<b>Intro défi 8</b> : limiter et prévenir le risque d'inondation Les priorités données à ce thème sont, d'une part, de limiter les dégâts liés aux inondations, c'est-à-dire de lutter contre les dommages directs et indirects des inondations, et, d'autre part, de ne pas aggraver l'aléa. La prévention du risque d'inondation doit être cohérente à l'échelle d'un bassin versant et intégrer l'ensemble des composantes suivantes : évaluation du risque, information préventive, réduction de la vulnérabilité, préservation des zones naturelles d'expansion des crues, urbanisation raisonnée, entretien des cours d'eau. Il faut systématiquement privilégier la prévention plutôt que la protection qui peut aggraver la situation en amont et en aval de la zone protégée et pénaliser les milieux aquatiques. Les protections donnent un sentiment trompeur de sécurité et doivent être systématiquement accompagnées de mesures de prévention comme : l'information, la préservation de zones d'expansion de crues et la diminution de la vulnérabilité. [...]							111
	<i>introduction O30</i> : [...] Cette orientation vise également à ne pas accroître les dommages liés aux inondations. Elle demande d'éviter d'implanter dans les zones inondables des activités ou des constructions vulnérables. Cette vulnérabilité est évaluée en fonction du nombre de personnes concernées et à évacuer, et de l'ampleur économique des dégâts directs et indirects d'une inondation							113
	<b>Disposition 134 Développer la prise en compte du risque d'inondation pour les projets situés en zone inondable</b> Le risque inondation et les dommages prévisibles sont à prendre en compte par les projets situés en tout ou partie en zones inondables. Pour les projets situés en tout ou en partie en zone inondable il est recommandé que les dossiers d'instruction au titre de la loi sur l'eau et, le cas échéant, les dossiers de demande de subventions publiques prennent en compte le risque d'inondation, en présentant notamment : - pour les projets de ré-urbanisation, une analyse de l'importance des avantages liés au ré-aménagement des secteurs inondables au regard des dommages prévisibles liés aux inondations et de la réduction du champs d'expansion des crues, et l'absence de solutions alternatives dans des zones voisines - non exposées ou faiblement exposées ; - pour l'ensemble des projets, des dispositions pour ne pas augmenter voire diminuer l'endommagement potentiel par les crues des biens et des aménagements.							93
	<b>Disposition 136 : prendre en compte les zones inondables dans les documents d'urbanisme</b> L'objectif de prévention des inondation implique : d'éviter toute nouvelle construction en zone inondable [...]							114
	<b>Introduction O31</b> : Les zones naturelles d'expansion de crues permettent de limiter les niveaux d'eau à l'aval. Leur préservation est donc indispensable pour limiter le risque d'inondation des centres urbains et les activités économiques en aval							114
	<b>Disposition 138 : prendre en compte les zones d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme</b> Aux fins de prévention des inondations, il est posé comme objectif la préservation des zones naturelles d'expansion des crues en particulier amont, et notamment l'interdiction de tout remblaiement et de tout endiguement dans ces zones, non justifié par un objectif de protection de lieux urbanisés de type centres urbains anciens fortement exposés [...]							114

Défis SDAGE	obstacle à l'écoulement des crues/remblais (dont lit majeur) 3.1.1.0, 3.2.2.0 et 3.2.6.0	continuité 3.1.1.0 et 3.2.5.0	habitats/morphologie (dont lit majeur) 3.1.2.0, 3.1.3.0, 3.1.4.0 et 3.1.5.0, 3.2.2.0	Entretien 3.2.1.0	plans d'eau 3.2.3.0 et 3.2.4.0	zones humides 3.3.1.0	drainage 3.3.2.0	page SDAGE
Défi n°8 : limiter et prévenir le risque d'inondation	<b>Disposition 139 : Compenser les remblais autorisés permettant de conserver les conditions d'expansion des crues</b> La conservation des conditions naturelles d'expansion des crues d'occurrence variées, a minima fréquentes et rares est posé comme objectif. Pour ce faire, l'autorité administrative peut imposer une compensation efficace de l'espace perdu du fait d'un remblai, dans le cadre de l'instruction des dossiers au titre de la loi sur l'eau. Les documents d'urbanisme [...] doivent être [...] compatibles ou rendus compatibles avec cet objectif							114
	<b>Introduction O32</b> : Si la seule prévention ne permet pas de réduire le risque lié aux inondations, et dans le cas où il est nécessaire de limiter l'aléa il convient alors : - de privilégier les méthodes douces, en particulier ralentissement dynamique des crues [...] ; - en cas de protection de s'assurer que les ouvrages n'induisent pas d'aggravation du risque ni d'altération du milieu [...] En cas d'impact sur les milieux, des mesures compensatoires seront mises en œuvre							115
	<b>Disposition 140 : Privilégier le ralentissement dynamique des crues</b> Seules pourront être mises en œuvre les solutions les moins pénalisantes pour le milieu, et en particulier les aménagements de ralentissement dynamique des crues [...]. Ces projets doivent s'inscrire dans une stratégie de préservation des milieux naturels associés et d'entretien des cours d'eau. En application de l'article R.214-6 II du Code de l'environnement, les ouvrages de protection localisée type digue, à n'utiliser qu'en dernier recours, doivent systématiquement être accompagnés d'une évaluation des impacts hydrauliques et hydrosédimentaires, économiques et environnementaux et proposer des mesures correctrices en conséquence, en termes d'adaptation de l'urbanisme, d'information du public et de compensations environnementales.							115
	<b>Disposition 141: Évaluer les impacts des mesures de protection sur l'aggravation du risque d'inondation et adapter les règles d'urbanisme en conséquence</b> Si des mesures de protection devaient être mises en œuvre, elles doivent s'accompagner, en application de l'article R.214-6 II du code de l'environnement, d'une évaluation des impacts hydrauliques des aménagements visant à estimer les niveaux de risque avant et après réalisation à l'échelle du bassin ou de la zone côtière afin : - de ne pas aggraver le risque à l'aval, à l'amont ou dans les zones sous influence des aménagements ; - d'évaluer le danger en cas de rupture ou de débordement de l'ouvrage. Cette évaluation permet d'identifier les règles en matière d'urbanisme à imposer derrière les ouvrages de protection, à leur aval et à leur amont, afin de ne pas augmenter les dommages dans ces zones en cas de rupture ou de débordement.							115